

JOURNAL

HEBDOMADAIRE DE LA DIETE

N^{ro}: XLVI.

NOVEMBRE 1790.

DIMANCHE 21.

Séance du Lundi 15.

LES Etats assemblés, on fit la lecture d'une liste de quelques nouveaux concurrens à l'Indigénat.

Mr. le Maréchal de la Diète présenta une autre liste de quelques Militaires recommandés par la Commission de Guerre, comme méritant les faveurs de l'ennoblissement.

Avant de rien décider, il fut convenu que dans la création actuelle des nouveaux Nobles, chaque Membre de la Diète recommanderoit seulement deux personnes, dont il répondroit, quant au choix, aux Etats assemblés, afin d'obvier à tous les abus, & aux inconvéniens qui pourroient résulter d'une présentation indirecte & inégale.

Les privilèges de la Noblesse *præciso scartabellatu* furent accordés à l'unanimité à Mr. *Cichocski* Colonel d'Artillerie, Membre de la Commission de Guerre, ainsi qu'à Mr. *Kronemann* Général Major, tous deux Officiers d'un mérite distingué. Plusieurs autres Militaires obtinrent aussi des lettres de Noblesse en récompense de leurs services:

Nouvelles recommandations pour l'Indigénat en faveur de quelques Militaires & Bourgeois. Elles sont prises *ad deliberandum*.

Autre liste de quelques Bas Officiers qui aspirent aussi aux honneurs de la Noblesse; elle est renvoyée à un plus ample examen.

Deux projets furent aussi pris en délibération; l'un tendant à ne plus inquiéter les familles ennoblies avant l'année 1641. & conséquemment non inscrites dans le Code des Lois; et l'autre pour rétablir dans les droits de la Noblesse les familles qui auroient pu en *abuser* en se livrant aux métiers & professions contraires à l'Etat-Equestre.

Enfin un comité fut nommé pour dresser un projet sur l'ordre des Séances & sur leurs formes, afin de faciliter l'examen des discussions, & la conclusion du nouveau plan pour l'amélioration du gouvernement.

La Salle de la Diète exigeant des réparations, les Séances ont été ajournées à la huitaine.

Les Diétines rassemblées le 16. dans toute l'étendue du Royaume ont dû s'occuper des cahiers, & des Elections des nouveaux Nonces à la Diète. On a déjà des nouvelles de quelques unes de ces assemblées Palatinales, & l'on sçait en général que, malgré des débats très vifs qu'un reste de mœurs anciennes a manqué d'enflammer, le Patriotisme & les lumières l'ont emporté sur la méchanceté & l'ignorance. La Diétine de *Lublin* doit beaucoup à la sagesse éclairée de Mr. le Prince *Czartoryski* Général de Podolie; ainsi que celle de Cracovie est redevable de ses excellents cahiers au zèle de Mr. *Soltyk*, & à l'instruction répandue dans cette ancienne Capitale.

La Diète de Varsovie vient de charger ses nouveaux Nonces MM. *Rogowski & Szamocki* de 28. articles dont voici les plus importants.

Que l'Electeur de Saxe sera déclaré dès à-présent successeur au Trône de Pologne:

Que les Sénateurs ayant des places dans les corps administratifs & comptables n'aurent pas de voix décisive dans le Sénat:

Qu'on rétablira le *Senatus-Consilium* destiné à surveiller les différentes branches des Pouvoirs-publics pendant l'absence de la Diète:

Qu'on sollicitera la suppression des *Grands-Généraux en second*, des *Vice-Chanceliers*, des *Vice Trésoriers* en Lithuanie ainsi qu'en Pologne.

La pudeur publique nous force de jeter un voile mystérieux sur plusieurs autres demandes de cette Diète, que les Etats confédérés écarteront sans doute dans leur sagesse pour la gloire de leurs travaux & pour la conservation de la dignité Nationale.

Suite de l'adresse à la Nation &c.

Par Mr. *Adam Krasinski*, Evêque de Kamieniec; &c.

Une République bien organisée doit réprimer l'agitation de ces hardis Aristocrates, qui ne voient que leur intérêt. Ecrire en faveur de l'Élection des Rois, soutenir les Interrègnes, c'est ne chercher dans les troubles civils, que des moyens pour satisfaire son ambition. „ Je ne veux en imposer à „ qui que ce soit; ce n'est ni dans des vues équivoques „ ni par une bravoure déplacée, que je proteste qu'en „ cas qu'une Puissance étrangère entreprit le renver-

„ sement de nôtre République & la destruction de
„ nôtre liberté, je vous suivrois, Illustres Concitoyens,
„ & le bras armé, je défendrois de ma personne
„ tout ce que nous avons de plus cher, la Patrie &
„ la liberté. „

Ce ne sont ici que des paroles vaines. Et moi, mes chers concitoyens, j'ai consacré mes jours au soutien de la Religion & de la liberté; & j'en ai passé une partie au milieu des périls & au sein de l'infortune; n'ayant jamais été ni ambitieux ni flatteur, je crois que je puis vous manifester mes sentimens, & vous exhorter à la prévoyance.

O Nation chérie! la servitude dans la quelle vous avés gèmi n'étoit-elle pas assez dure? Pouvez-vous oublier cette Puissance qui vous avoit ôté votre liberté? De tous ceux qui offrent actuellement leur vie, quel est celui qui alors leva le bras pour la défendre? Je n'ai pas comme eux la présomption de vous présager la victoire, je n'admets pas avec eux la fausse application de cette maxime: Une Nation qui veut être libre ne sauroit être subjuguée. Vos fers sont à peine brisés, vous ne pouvez pas encore vous compter parmi ces Nations indépendantes. La fin d'une guerre sinistre peut faire éclater la vengeance. Elle se préparera alors à renouveler des playes que la Diète actuelle avoit tâché de fermer. Si la politique ou la nécessité contraignent nos voisins à ne pas nous inquiéter, perdront-ils de vue cette prérogative qu'ils se sont arrogée de nous donner des Rois? & ne chercheront-ils pas à reprendre sur nous leur domination dès qu'ils auront posé leurs armes victorieuses? Cette sécurité où voudroient nous entraîner tous ces écrits

dangereux ne peut donc avoir aucun fondement. Et n'est-ce pas actuellement que nous avons tout à craindre? sans rappeler tant de motifs, ne fust-il pas de fixer son attention sur cette guerre de nos voisins, qui de puis trois ans n'a fait qu'épuiser leurs trésors? ne devons nous pas appréhender que notre pauvre Patrie ne leur serve de dédommagement, ou du moins qu'il ne recherchent sa ruine pour assouvir leur vengeance. La suite à l'ordinaire prochain.

NOUS nous empressons de faire connoître aux souscripteurs l'écrit intéressant qui vient de nous être adressé; les bornes de ce Journal nous empêchant de pouvoir l'y insérer dans son ensemble, nous aurons soin d'en donner la suite dans les Numéros Suivants.

Je n'ai pas leurs lumières, mais j'aurai leur courage, & mon zèle au moins touchera les amis de l'humanité.

Marmontel.

Cinquante Villes de Pologne avoient envoyé aux Etats assemblés des Députés chargés de leur amour, de leur attachement & de leurs droits; leurs réclamations énergiques avoient positivement fixé l'attention particulière de la Législature; tous les Citoyens éclairés avoient senti que la Pologne seroit toujours sans Constitution (a) si les habitans des

(a) Quand la manière de gouverner ne dérive pas de la volonté générale clairement exprimée, un peuple n'a point de Constitution. Il n'a qu'un gouvernement de fait, qui varie suivant les circonstances, qui cède à tous les événemens. Alors l'autorité a plus de puissance pour opprimer les hommes que pour garan-

Villes ne pouvoient avoir une volonté précise & clairement exprimée ; & c'est au moment où le Tiers-Etat étoit dans la douce espérance d'être enfin rapellé dans la plénitude de ses droits, qu'il se voit tout-à-coup privé de ses Membres les plus notables. Des distinctions, des titres de Noblesse les séparent de la cause commune, leur donnent une existence différente & des intérêts opposés. Et ces titres ont été reçus avec reconnaissance & acceptés avec joie ! A la surprise du Tiers Etat a dû succéder la plus vive inquiétude ; il a dû se demander : que signifient tous ces diplômes délivrés à nos frères ? Est-ce une affaire de spéculation ? la récompense du mérite ? ou ne feroient-ils enfin que le dernier coup porté à notre état malheureux & opprimé ? il a dû se dire : pouvons-nous croire encore, pouvons-nous espérer, quand tout nous rend petit, quand tout nous décourage ? j'ai réfléchi sur cet objet important, j'ai cherché ses rapports avec le bien général ; parmi tant d'idées contradictoires, j'ai voulu me faire des idées fixes ; si elles sont conformes à la justice & à la vérité, elles peuvent tenir une place dans votre Journal.

Une conduite digne d'éloges, des services rendus à la Société, ont pu distinguer quelques particuliers & leur mériter les égards des Etats assemblés. Mais dans un moment où la grande question de la liberté du Tiers-Etat étoit prête à être entendue & discutée, ces particuliers devoient-ils abandonner la cause com-

tir leurs droits ; ceux qui gouvernent & ceux qui sont gouvernés sont également malheureux (Raport du comité pour la Constitution Française, par Mr. Mounier)

munne, & préférer à ce grand intérêt, leur intérêt particulier? La méchanceté seule peut tout blâmer, & ne voir dans leur conduite qu'égoïsme & vanité, mais la vérité y trouve une excuse dans l'amour si naturel pour sa famille, dans cet attrait si puissant à l'homme social, de transmettre à ses descendans la liberté & tous les droits du Citoyen; car, on ne peut pas toujours se faire illusion, les prérogatives de notre Noblesse ne sont pas autre chose.

Comment, en Pologne, le Tiers-Etat peut-il aimer la Patrie, quand la Patrie n'est rien de plus pour lui que pour les Etrangers, & qu'elle ne lui accorde que ce qu'elle ne peut refuser à personne? Partout où il se présente le gouvernement le repousse, jusqu'à ce droit si naturel de pouvoir acquérir des propriétés foncières lui est ôté. Les places, les emplois, toutes les différentes branches d'administration lui sont interdites. Soumis à toutes les charges, à tous les devoirs de l'Etat-civil, il ne jouit d'aucun de ces avantages; & ni le génie, ni le savoir, ni les talens, ni toutes les qualités les plus éminentes ne peuvent le conduire à rien. Aussi quand le travail, l'industrie, l'économie ont mis le Bourgeois polonois au dessus des besoins, il ne peut lui rester d'autre alternative que celle de continuer à végéter dans le mépris, ou de s'expatrier avec sa famille, d'emporter le fruit de ses sueurs, & de chercher ailleurs les avantages sociaux dont il est privé. Ces lieux de notre jeunesse, de notre adolescence, d'une partie de notre vie nous offrent tant d'attraits! nos habitudes, nos liaisons nous sont si chères! combien doit être injuste le gouvernement qui nous réduit à les abandonner!

Ces inconveniens ont sans doute fixé l'attention du Souverain (b) & en attendant qu'il puisse y obvier, il a voulu du moins tirer de cet état d'anxiété un certain nombre de particuliers qui avoient principalement obtenu son attention, & se les attacher en les faisant passer dans l'ordre de la Noblesse. En voyant leurs noms inscrits dans les registres de l'ordre-Equestre, ces Bourgeois n'ont point dit avec vanité: maintenant nous sommes Nobles, mais tous ont répété avec attendrissement: maintenant nous sommes citoyens; encore ce sentiment n'étoit pas pour eux mêmes, leur famille en étoit l'objet; avec de tels sentiments peut-on encore encourir le blâme? peut-on nuire quand on est ainsi dirigé? non: ces Nobles, ou plutôt ces citoyens ne peuvent cesser d'être hommes; ils ne peuvent oublier des intérêts qui étoient les leurs; la grande cause de la Bourgeoisie fera toujours leur cause propre; ils la soutiendront de tout leur pouvoir; ils préféreront la liberté générale, la félicité commune, au privilège d'avoir été distingués par des avantages particuliers; & si le Tiers-Etat ne peut plus voir en eux des frères, du moins feront-ils toujours ses défenseurs & ses amis.

La suite à l'ordinaire prochain.

(b) En Pologne, le mot *Souverain* ne peut signifier autre chose que les Etats assemblés en Diète. Depuis quelques années, on a si étrangement abusé de ce mot dans des écrits publiés à Varsovie par des citoyens, que cette note m'a paru nécessaire.